

Le Commonwealth sert également de cadre exceptionnel à un dialogue international sur un grand nombre de questions économiques, politiques et scientifiques touchant la planète entière. Les chefs de gouvernement se rencontrent officiellement tous les deux ans pour débattre de divers points, qu'il s'agisse de l'abolition de l'apartheid, du développement économique ou de la préservation de l'environnement mondial. Entre ces réunions, des comités ministériels permanents, dont ceux des ministres des Affaires étrangères et des Sports, traitent de questions spécifiques.

L'année 1990 sera marquée par la tenue de plusieurs de ces réunions au sein du Commonwealth. En mai, le Comité des affaires étrangères du Commonwealth chargé de l'Afrique australe se réunira au Nigeria, sous la présidence du ministre Clark, pour discuter des progrès réalisés récemment dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Les 15 et 16 mars, des hauts représentants des États membres se réuniront, comme il avait été décidé à Kuala Lumpur en octobre dernier, pour amorcer des pourparlers sur l'avenir du Commonwealth. Il s'agira de discussions préliminaires à une réunion sur le même sujet à laquelle participeront les chefs de gouvernement du Commonwealth plus tard dans l'année.

Un autre événement marquant au sein du Commonwealth aura lieu à Ottawa au mois d'octobre prochain. Le Comité des ministres du Commonwealth responsables des questions féminines se réunira pour alors examiner l'incidence des politiques d'ajustement structurel sur la condition féminine. Le Canada est l'un des membres de premier plan du groupe d'experts chargé d'étudier ce problème. Selon M. Clark, "les Canadiens ont la responsabilité de veiller à ce que les femmes du monde entier puissent mener une vie épanouie et productive dans un contexte de changement. Notre participation au Commonwealth nous donne un moyen unique d'encourager les efforts visant à promouvoir les droits des femmes".